

Les 16 & 17 juin 2026, votez pour les listes **UNION DES PERSONNELS POUR L'UPEC :** **UNIVERSITÉ PUBLIQUE, ÉTHIQUE ET COLLÉGIALE**

LISTES SOUTENUES PAR LES SYNDICATS CFDT, CGT, FSU (SNESUP & SNASUB) & SUD, AINSI QUE PAR DES COLLÈGUES NON SYNDIQUÉ·ES

Grande université francilienne riche de sa pluridisciplinarité, l'UPEC doit fédérer ses personnels et ses étudiant·es autour d'un projet simple mais ambitieux : celui d'une université capable d'**assurer ses missions fondamentales dans des conditions d'étude, de travail, d'enseignement et de recherche dignes, stables et respectueuses** des personnes comme des règles collectives qui fondent le service public universitaire, et de **veiller à une répartition équitable des moyens et des responsabilités** entre ses composantes, ses disciplines et ses sites.

Le bilan de la présidence sortante est à cet égard particulièrement sombre : scandales à répétition révélés jusque dans la presse nationale, personnels démobilisés, souffrance au travail en forte hausse, multiplication de projets sans cohérence d'ensemble, fonctionnement bien peu démocratique des conseils centraux...

Bien entendu, ces dysfonctionnements s'inscrivent dans un contexte plus large : sous-financement chronique de l'enseignement supérieur, multiplication des appels à projets au détriment des financements pérennes, attaques contre la recherche et les libertés universitaires, gestion sous contrainte permanente, précarisation des personnels... Les services administratifs universitaires sont ainsi aujourd'hui exsangues, placés dans l'impossibilité matérielle d'assurer correctement leurs missions ordinaires.

Mais **si les présidences de notre université ne sont pas à l'origine de cette politique, elles contribuent directement à l'aggraver lorsqu'elles choisissent de l'accompagner plutôt que de lui résister**. Car ce sont bien des choix locaux qui transforment les procédures en simples formalités, réduisent les instances collégiales en chambres d'enregistrement de décisions déjà prises ou conduisent à devoir saisir le juge pour faire respecter des droits élémentaires – en particulier ceux des contractuel·les.

C'est donc pour défendre avec fierté et conviction une autre conception de l'université – une

université publique, éthique et collégiale –, et prolonger un engagement initié dès le refus de fusion avec l'UPEM il y a dix ans, que nous présentons aujourd'hui notre projet face à une majorité sortante divisée en deux listes, dont aucune visiblement ne souhaite assumer l'héritage.

Ce projet ne repose ni sur des mesures d'affichage ni sur des mots creux. Il part de deux idées simples :

- une université doit d'abord être capable d'assurer correctement ses missions d'enseignement et de recherche, plutôt que d'épuiser les personnels dans une fuite en avant faite de dispositifs auto-revendiqués d'excellence, d'appels à projets répétés et de réorganisations permanentes ;
- et si, effectivement, l'université n'a plus les moyens d'assurer ses missions fondamentales, ajouter de nouveaux dispositifs ne résout rien : cela accentue encore l'épuisement des personnels, la désorganisation collective et la perte de sens.

Ce programme a été élaboré collectivement et horizontalement par des personnels enseignant·es, chercheur·ses et BIATSS syndiqué·es ou non. C'est le sens de la nouvelle appellation de **nos listes intersyndicales, désormais intercatégorielles : « Union des personnels pour l'UPEC : université publique, éthique et collégiale »**. Il s'appuie aussi sur notre expérience dans les conseils centraux, où nos élu·es sortant·es ont non seulement obtenu plusieurs victoires significatives, mais ont aussi été les seul·es – littéralement – à avoir constamment alerté, documenté et combattu des pratiques délétères au sein des conseils centraux, où ils et elles ont cultivé l'esprit critique, protégé la liberté académique et fait vivre la démocratie universitaire. Il suffit de consulter les PV des conseils pour s'en convaincre.

Notre ligne directrice, c'est vous, car vous êtes l'UPEC.

Notre programme est décliné en 68 mesures, dont les principales sont au verso.
Listes des candidat·es au CA, à la CR et à la CFVU : [cliquez ici](#) ou scannez



POUR UNE UNIVERSITÉ VRAIMENT PUBLIQUE...

MESURE #1

Réduire la précarité des personnels par un plan de stabilisation des personnels précaires et le respect effectif des règles de cédésation, ainsi que la défense du statut de la fonction publique contre la multiplication des formes d'emploi dérogatoires

MESURE #5

Défendre une recherche publique indépendante par le refus d'un modèle fondé sur les appels à projets généralisés et la compétition permanente entre équipes : une recherche de qualité repose sur un service public aux conditions de travail stables, sereines et indépendantes

MESURE #10

Reconstruire des capacités internes en limitant le recours à l'externalisation (par ex. les cabinets de conseil)

MESURES #12 & #13

Défendre une université pour tou·tes en maintenant certaines filières menacées (formation à l'enseignement technique et professionnel, par ex.) en faisant de la réussite étudiante une priorité plutôt que de la sélection, et en utilisant toutes les possibilités d'exonération et de contournement des frais d'inscription différenciés

MESURE #17

Faire de la CVEC un vrai outil de vie étudiante, avec des référent·es CVEC dans toutes les composantes et une utilisation transparente des fonds

MESURES #18 & #20

Garantir de bonnes conditions de travail et d'études par l'accès à la restauration universitaire, au sport et à la culture sur tous les sites sans exception

MESURE #21

Défendre un numérique public au service des missions universitaires par la promotion et le déploiement des logiciels libres

POUR UNE UNIVERSITÉ PLEINEMENT ÉTHIQUE...

MESURES #27 & #30

Assurer des conditions de travail et d'études dignes notamment en donnant un rôle central aux avis et enquêtes du CSA et de la F3SCT, ainsi qu'en réévaluant collectivement les grands dispositifs structurants (Erasmus, Aurora, etc.)

MESURE #33

Lutter réellement contre les violences sexistes, sexuelles et les discriminations en renforçant substantiellement les moyens humains consacrés à ce sujet et en garantissant un accompagnement intégral des victimes

MESURE #39

Garantir l'indépendance académique et lutter contre les conflits d'intérêts notamment en assurant une plus grande transparence sur les conventions conclues avec des acteurs privés

MESURES #41 & #44

Revaloriser les rémunérations des personnels, notamment BIATSS, par une remise à plat des grilles de rémunération, ainsi que par un encadrement strict des primes pour charges administratives notamment celles attribuées aux vice-présidences

MESURE #46

Contre la généralisation de la sélection des étudiant·es en engageant une réflexion d'ensemble sur les effets de Parcoursup et Mon Master sur la composition sociale du public étudiant, la réussite étudiante et les conditions de travail des personnels

POUR UNE UNIVERSITÉ À NOUVEAU COLLÉGIALE...

MESURE #48

Redonner le pouvoir aux conseils par la fin des conseils « playmobil » où les décisions sont pléées en amont

MESURE #54

Rééquilibrer le rôle de la présidence : les vice-présidences de la commission de la recherche et de la CFVU doivent être exercées par des élu·es issu·es de ces conseils

MESURE #55

Associer pleinement les BIATSS à la gouvernance notamment avec un·e vice-président·e BIATSS

MESURE #57

Garantir la transparence de la vie universitaire, notamment du « modèle d'allocation des moyens » entre composantes

MESURE #59

Mieux encadrer les structures parallèles de décision comme les CODIR, COMEX, « bureau politique », ...

MESURE #61

Respecter les composantes, les disciplines et les collectifs de travail notamment en luttant contre le management vertical et les chefs toxiques (implication de la F3SCT et valorisation des collectifs horizontaux)

MESURE #62

Défendre le statut d'EPSCP par le refus du modèle des établissements publics expérimentaux (EPE)

MESURE #64

Garantir le pluralisme dans l'établissement par la réintroduction du principe selon lequel la gouvernance de l'UPEC doit refléter la diversité de ses disciplines, de ses sites et de ses communautés